

POSTFACE



Par **DIRK HOLEMANS** | Coordinateur du centre de recherche flamand en écologie politique, Oikos, co-président de la Green European Foundation, co-éditeur d'un livre de référence sur les communs en néerlandais "Op grond van samenwerking: Woningen, voedsel en trage wegen als commons" (2018)

Ce livre témoigne que les temps changent dans le domaine des communs, en Belgique et au-delà. Il y a à peine deux décennies, par exemple, il n'y avait qu'une seule coopération citoyenne active dans le domaine des énergies renouvelables dans notre pays. En ce qui concerne les collectifs de citoyens actifs autour de l'alimentation durable, seuls quelques pionniers expérimentaient en toute solitude. Cette situation a radicalement changé en une période relativement courte. Les gouvernements qui ont mis en œuvre des politiques d'austérité néolibérales et privatisés les services publics, le tout cumulé à la plus grande crise financière depuis la Seconde Guerre mondiale, nous ont mené vers une combinaison douloureuse de défaillances du marché, mais aussi de l'administration publique dans la fourniture de services de base cruciaux et d'un avenir durable pour toutes et tous. Face à ces échecs, les citoyens se sont réveillés, ont pris leur avenir en main et ont créé de nombreux communs, tels que des monnaies alternatives, des projets d'habitat groupé, des potagers collectifs et des coopératives énergétiques. Et ce, souvent dans des circonstances difficiles, les gouvernements et les réglementations favorisant les entreprises privées dans de nombreux domaines. Mais l'enthousiasme et l'énergie des citoyens ne pouvaient être arrêtés. Par exemple, la Belgique compte aujourd'hui 30 coopératives énergétiques, dont plusieurs dépassent les 1 000 membres et les millions d'euros en fonds de roulement. Et ces initiatives se sont organisées, par le bas, en fédérations régionales et européennes, car la coopération mutuelle est une propriété essentielle des coopératives éthiques. Dans le domaine des fermes d'agriculture soutenue par la communauté (ASC), la même

CONCLUSION

évolution positive peut être constatée, à savoir une croissance substantielle et rapide, chaque ville belge en possédant au moins une.

Nous pourrions dire qu'une première phase est maintenant achevée, celle de l'émergence et de l'établissement d'une nouvelle vague de communs. Et cela nous amène à constater que nous sommes maintenant entrés dans une deuxième phase, où certaines autorités locales ne se contentent plus de découvrir et d'apprendre à apprécier les communs. Un certain nombre de municipalités prennent aujourd'hui des initiatives concrètes pour soutenir l'essor de ces nouveaux communs, par exemple en mettant des terres publiques à disposition de comités de quartier pour les transformer en potagers collectifs.

Mais cette deuxième phase ne sera pleinement réussie que si les autorités, à tous les niveaux, modifient les réglementations afin qu'elles soutiennent résolument les communs au lieu de les entraver. Et tous les gouvernements devraient permettre la réalisation de projets concrets - à petite mais aussi large échelle - que nous pourrions décrire comme des formes de Partenariats Public-Commun (PPC). Cette nouvelle forme de coopération entre les autorités publiques et les communs encouragerait en effet la diversité institutionnelle, en reconnaissant, à côté de l'importance de l'État et du marché, le rôle crucial de l'auto-organisation des citoyens.

Ce livre montre que les mandataires politiques des partis verts, actifs à différents niveaux de pouvoir, assument activement la responsabilité de la réussite de cette deuxième phase active de collaboration. De la sorte, ces élu-e-s rappellent une valeur fondamentale de l'écologie politique - soutenir les citoyen-ne-s dans leur autonomie. Une autonomie dont Ivan Illich nous a déjà appris qu'elle ne peut être réalisée que collectivement : l'autonomie dans les liens sociaux.